

RETRAITES, BAC BLANQUER, RÉPRESSION, MOYENS : PAS DE TRÊVE POUR BLANQUER !

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE DE L'ÉDUCATION – SAMEDI 8 FÉVRIER

La coordination nationale de l'Éducation (1er et 2nd degrés), réunie à Paris ce samedi 8 février 2020, a rassemblé des personnels du 1er et du 2nd degrés en provenance de **18 académies**, dont une partie a participé à distance (comme la Martinique, évidemment) : Aix-Marseille, Amiens, Bordeaux, Caen, Créteil, Dijon, Grenoble, Lille, Martinique, Nancy-Metz, Nantes, Orléans-Tours, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Ce nombre d'académies représentées, encore une fois le plus important atteint jusqu'à présent alors que la zone C entre en vacances, montre que **la détermination du monde de l'Éducation à lutter contre les politiques sociales et éducatives du gouvernement est intacte.**

Ce fut également l'occasion d'avoir pour la première fois un aperçu de la mobilisation en Martinique, où entre **90 et 95 % des établissements** sont fermés depuis plus de 4 semaines et où le mouvement commun contre la réforme des retraites (qui pénaliserait doublement l'outre-mer), contre le Bac Blanquer et pour des moyens pour l'Éducation va se poursuivre la semaine prochaine ! Mais ce fut aussi l'occasion pour des collègues de Martinique de féliciter directement celles et ceux de Marseille pour le blocage du port.

CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES : POURSUIVRE LA MOBILISATION PARTOUT EN FRANCE

Alors que les médias cherchaient à enterrer la mobilisation, les discussions de la Coordination nationale de l'Éducation montrent qu'au contraire, la mobilisation pour le retrait de la réforme des retraites se poursuit. Dans de nombreuses villes (y compris petites), les cortèges de ce jeudi 6 février se maintiennent ou sont plus importants que le mercredi précédent. De nombreuses actions ont lieu en direction de député.e.s, de candidat.e.s aux élections municipales, etc.

Dans l'Éducation, la mobilisation historique des personnels se poursuit contre la réforme des retraites, contre les réformes Blanquer et pour nos conditions de travail. Des rassemblements et manifestations sont organisés devant, voire dans les rectorats, à la fois contre la réforme des retraites et pour les revendications de l'Éducation : moyens à la rentrée, postes, Bac Blanquer...

Dans de nombreuses académies, **les rassemblements et blocages lycéens contre le Bac Blanquer ont même permis un nouveau relais dans le mouvement de grève**, y compris en inter-degrés et en interprofessionnel là où de solides liens avaient été noués depuis le 5 décembre. En effet, la mobilisation contre le Bac Blanquer est à la fois un objectif et le moyen qui est placé dans les mains de l'Éducation pour continuer la lutte globale contre la réforme des retraites. De nombreux parents et salarié.e.s d'autres secteurs se joignent d'ailleurs aux piquets de grève et aux blocages des lycées, pour soutenir les grévistes de l'Éducation et les lycéen.ne.s mobilisé.e.s. Le slogan « *Ni Bac Blanquer, ni retraites de misère* » est tout sauf abstrait : c'est l'expression de l'unité de la lutte contre les politiques sociales et éducatives du gouvernement.

Dans d'autres secteurs, la mobilisation se renforce comme dans le **nettoisement** (notamment à Paris ou Marseille), chez les **avocat.e.s**, ou dans les **universités chez les étudiant.e.s et chez les personnels**, comme l'ont souligné les interventions de nombreuses académies. De plus, alors que la RATP a déjà effectué une grève historique en décembre et janvier, l'intersyndicale de la RATP appellent à une « **journée morte** » de grève dans les transports le **17 février**.

Tout cela doit renforcer notre détermination et notre ténacité à lutter pour le retrait de tout projet de retraites par points !

BAC BLANQUER : L'INCENDIE NE S'ÉTEINT PAS !

À ce jour, ce sont plus de 660 lycées qui ont déjà vu leurs « E3C » fortement perturbées, sachant que sur les 1600 lycées généraux et technologiques dans le public, tous n'ont pas encore organisé la passation des épreuves de contrôle continu. Parmi eux, plus de 210 lycées ont dû annuler ou reporter leurs épreuves – parfois à après les vacances, et parfois même sine die. Ces chiffres reposent sur nos seuls moyens auto-organisés.

Ce mercredi 5 février, même le SNPDEN-Unsa, le syndicat ultra-majoritaire des proviseurs, a communiqué à la presse que leurs propres remontées donnaient 43 % d'épreuves perturbées à l'échelle national.

En zone C, ces annulations signifient un report à après les vacances de février, alors même que le calendrier des vacances par zones joue cette fois contre Blanquer : que se passera-t-il si des lycées de la dernière zone n'ont pas pu faire passer les E3C avant leurs vacances ?

À la mobilisation de longue haleine des enseignant.e.s s'est ajoutée celle des lycéen.ne.s : ces dernier.e.s ont massivement bloqué leur établissement, ou se sont clairement mis en « grève » en refusant d'entrer ou de composer. La mobilisation lycéenne comme enseignante touche tous types d'établissements, des lycées relevant de l'Éducation Prioritaire jusqu'à ceux de centre-ville, en passant par les lycées ruraux, les lycées polyvalents pro/techno, etc.

D'ores et déjà, Blanquer a été obligé d'annoncer qu'il procéderait à des aménagements sur les E3C, conscient de l'impossibilité de mettre des zéros à des milliers de lycéen.ne.s, de l'indignation soulevée par sa répression et son jusqu'aboutisme, et de la situation explosive créée par une mobilisation lycéenne aussi déterminée face aux menaces.

Les hiérarchies à tous les niveaux, des chefs d'établissements jusqu'au ministre lui-même, pourraient tenter une manœuvre : faire avancer leur programme de libéralisation et de dérégulation du service public d'Éducation, en introduisant le contrôle continu total pour les élèves qui n'auront pas passé les E3C. Toute « sortie de crise » fondée sur le contrôle continu et l'utilisation des moyennes trimestrielles ne serait qu'un marché de dupes et une aggravation des conséquences du Bac Blanquer.

La coordination nationale de l'Éducation revendique plus que jamais l'annulation des épreuves d'E3C encore prévues, et la non-prise en compte pour le Bac des épreuves qui se sont déjà déroulées. Elle revendique la remise en place d'un Bac national, terminal et anonyme, ainsi que l'abrogation des réformes Blanquer et de Parcoursup.

Enfin, ce week-end s'est tenue à Paris une Coordination Lycéenne Nationale, la plus importante depuis de nombreuses années, qui a réuni plus de 110 lycéen.ne.s en provenance de 37 villes dans 15 académies. Des échanges ont eu lieu avec la coordination nationale de l'Éducation et des décisions communes ont été prises (voir fin de l'appel).

RÉPRESSION CONTRE LE MOUVEMENT LYCÉEN : NE LAISSONS PAS FAIRE !

Ainsi, la jeunesse a ainsi fait massivement irruption dans le mouvement général, sur des revendications claires et réfléchies. Mais elle s'est également heurtée à une répression administrative et policière féroce et nouvelle dans sa forme, allant des menaces de zéros au Bac au dépôt de plainte de proviseurs contre leurs élèves placés en garde à vue, en passant par le quadrillage par la police d'établissements pour obliger les élèves à composer :

- **Répression du mouvement lycéen par des zéros au Bac** Blanquer, comme à La Rochelle où 15 élèves ont eu droit à des zéros... mais sans possibilité de rattrapage contrairement aux autres candidats n'ayant pas composé, sur la simple base de la surveillance par le proviseur de leur activité sur les réseaux sociaux !
- **Répression administrative** par les exclusions d'élèves, avec ou sans conseils de discipline
- **Brutalités policières** contre des élèves comme dans de très nombreux établissements, où ceux-ci ont été gazés ou matraqués (notamment dans les académies de Rennes ou Bordeaux)
- **Intrusion policières et quadrillage des établissements pour contrôler et trier nos élèves, leur faire baisser la tête et faire passer de force les E3C** (comme à Max Linder à Libourne, à Bréquigny et Victor-et-Hélène-Basch à Rennes, à Desfontaines à Melle, ou à Paul Valéry, Gabriel Fauré, Hélène Boucher à Paris)
- **Gardes à vue préventives** d'élèves, comme à Gagny (93) ou à Grenoble, où des élèves ont été interpellés à leur domicile à 6h du matin avant des épreuves
- **Généralisation de la garde à vue et du défèrement au parquet (pour des motifs et parfois des issues risibles)**, comme en région parisienne où on atteint sans doute les 50 élèves en garde à vue depuis le début des E3C (Saint-Maur-des-Fossés, Gagny, Pantin, Ravel à Paris 20ème, Paul Valéry à Paris 12ème, etc.).
Dans un communiqué, des avocates parisiennes dénoncent « *un détournement de la garde à vue comme outil de répression du mouvement lycéen* ». Un courrier commun de plusieurs avocats va être envoyé « *aux procureurs des différents départements car il y a disproportion et beaucoup d'irrégularités dans les gardes à vue* ».
- **Chantage et intimidations** contre des élèves afin qu'ils ou elles dénoncent les enseignant.e.s mobilisé.e.s comme les ayant manipulé.e.s
- **Répression policière de personnels de l'Éducation**, comme à Strasbourg où un AED a passé 48h de garde à vue suite à un blocage lycéen
- **Dépôt de plaintes de proviseurs contre des élèves** comme à Chelles (77), ou contre des personnels comme à Montbrison (pour avoir gardé des copies quelques heures) ou Clermont-Ferrand (où des responsables syndicaux sont poursuivis suite à un rassemblement interprofessionnel devant un lycée lors de la première semaine d'E3C)

Blanquer a fait le choix d'aller à l'affrontement contre ses propres personnels et leurs élèves. Il semble désormais donner directement ses ordres aux forces de répression. Une génération entière se heurte à la brutalité de la répression sous toutes ses formes : pédagogique, administrative, policière, judiciaire. Comment croire que cela ne laissera pas de traces, et qu'une jeunesse aussi déterminée rentrera dans le rang, comme semble le croire Blanquer ?

À noter enfin que là où se tiennent des rassemblements devant les lycées les jours de mobilisation lycéenne (notamment les jours des E3C), la présence adulte permet souvent d'empêcher la répression policière – au besoin en débrayant. À ce titre, les rassemblements devant les commissariats en cas de garde à vue sont désormais à nouveau un réflexe chez les personnels.

PRÉPARATION DE RENTRÉE CATASTROPHIQUE : NE PAS ATTENDRE POUR LUTTER

Les DHG dans le 2nd degré et les cartes scolaires dans le 1^{er} degré montrent que cette rentrée 2020 sera une nouvelle fois catastrophique. Les très nombreuses suppressions de postes et fermetures de classe promettent une nouvelle dégradation des conditions de travail pour les personnels et des conditions d'apprentissage pour les élèves. Celles-ci sont la **conséquence directe** de l'application des réformes Blanquer, notamment **des réformes du lycée général et technologique et de la voie professionnelle**.

Dans le mouvement de grève en cours pour le retrait de la réforme des retraites, il nous faut nous battre aussi pour nos conditions de travail et les conditions d'apprentissage des élèves. C'est en revendiquant ensemble, en inter-établissements et inter-écoles, que nous pourrions gagner collectivement contre les suppressions de postes et les fermetures de classes, et pas en laissant les rectorats nous diviser et temporiser jusqu'à la fin de l'année scolaire.

« REDÉFINITION DU MÉTIER » : UNE RESTRUCTURATION DANS L'ÉDUCATION

Loi Blanquer, loi de transformation de la Fonction publique, décret sur la rupture conventionnelle paru le 31 décembre 2019, embauche de contractuel.le.s sur des besoins permanents, décret permettant d'imposer 5 jours de « formation » sur les vacances scolaires, attaques contre le paritarisme... Blanquer ne s'en cache pas : sa politique vise à une véritable « **redéfinition du métier** » d'enseignant.e, à travers une remise en cause de toutes nos garanties collectives.

Comme « contrepartie » de la réforme des retraites, qui conduit déjà à une baisse considérable de nos pensions, **Blanquer veut en profiter pour remettre en cause le temps de travail hebdomadaire et annuel et les missions des enseignant.e.s**, contre la promesse d'une pseudo-revalorisation elle-même retoquée par le Conseil d'État.

Cet avis du Conseil d'État, en plus de fragiliser juridiquement l'ensemble du projet de loi sur les retraites, avait démontré que les promesses de Blanquer de compenser les conséquences de la réforme par une « revalorisation » étaient tout simplement « *contraires à la constitution* ».

Le rendez-vous de « négociation » des organisations syndicales du 1^{er} et du 2nd degré, ce vendredi 7 février au Ministère, vient de confirmer l'étendue de l'arnaque proposée par Blanquer :

- une pseudo « revalorisation » des rémunérations des professeurs, CPE et PsyEn (quid des autres personnels ?) sous la forme d'une « *prime d'attractivité* » en début de carrière, qui pourrait ne concerner qu'une petite minorité des personnels ;
- une enveloppe globale de revalorisation régulièrement revue à la baisse (passée de 10 milliard d'ici 2037 à 500 millions seulement en 2021, sur lesquels ils ne resterait en fait que 200 millions pour la fameuse « revalorisation »), qui dans aucun des 4 scénarii présentés par le ministère ne permettrait de compenser, ni de près ni de loin, les conséquences de la réforme des retraites sur le montant de nos pensions ;
- une augmentation de notre charge de travail hebdomadaire et annuelle, alors que celle-ci n'a déjà cessé d'exploser ces dernières années avec les réformes successives à marche forcée : formation pendant les vacances scolaires, remplacement en interne des professeurs absents dans le 2nd degré, etc.

En réalité, les « contreparties » à la revalorisation présentées comme une « redéfinition du métier », constituent bien une nouvelle attaque et une véritable restructuration de notre secteur - comme l'ont connue France Télécom, La Poste et aujourd'hui la SNCF - et qui viendrait s'ajouter dès demain à la réforme des retraites.

DÉCISIONS COMMUNES

DE LA COORDINATION NATIONALE DE L'ÉDUCATION ET DE LA COORDINATION LYCÉENNE NATIONALE

Chaque semaine, Blanquer est davantage en difficulté. À chaque déclaration, il met de nouveaux collègues en colère, voire en grève. Avec l'arrivée des vacances par zones, le temps joue contre le Bac Blanquer : il est désormais possible de bloquer les E3C dans des centaines de lycées. Plus que jamais, la mobilisation contre la politique sociale et éducative du gouvernement doit se poursuivre. Face à un gouvernement plus fragilisé que jamais, il est possible de gagner sur nos revendications !

La coordination nationale de l'Éducation et la Coordination Lycéenne Nationale (qui a réuni ce week-end à Paris plus de 110 lycéen.ne.s de toute la France en provenance de 37 villes dans 15 académies) appellent :

- à poursuivre le mouvement de grève interprofessionnelle, notamment en multipliant les rassemblements et piquets de grève contre le Bac Blanquer, avec des grévistes d'autres degrés de l'Éducation, d'autres secteurs, des parents d'élèves, et en se joignant également aux mobilisations de l'enseignement supérieur ;
- pour la zone C où les vacances scolaires viennent de démarrer : à poursuivre la mobilisation sur son lieu de travail ou de résidence (par la participation aux piquets ou aux blocages d'autres secteurs), ou bien sur son lieu de vacances (en participant aux AG, rassemblements et piquets de grève Éducation et interpro, et aux actions contre le Bac Blanquer).
- à réaffirmer notre refus total du Bac Blanquer, fondé sur le contrôle continu, le rejet au local et la mise sous pression et en concurrence à tous les niveaux. Toute « sortie de crise » fondée sur le contrôle continu et l'utilisation des moyennes trimestrielles ne serait qu'un jeu de dupes et une aggravation des conséquences du Bac Blanquer. La coordination nationale de l'Éducation et la Coordination Lycéenne Nationale exigent l'annulation de la session d'E3C en cours et la non-prise en compte pour le Bac des épreuves déjà passées. Elles revendiquent la mise en place d'un Bac fondé sur des épreuves nationales, terminales et anonymes.
- à participer massivement aux grèves et manifestations des vendredi 14 février (aux côtés des hospitaliers), lundi 17 février (ouverture des débats publics sur la réforme des retraites à l'Assemblée Nationale, avec appel à la grève à la RATP), et jeudi 20 février (journée interprofessionnelle de grève et manifestations massives de l'intersyndicale nationale).
- à réussir la jonction de la maternelle à l'université en se joignant le jeudi 5 mars à la mobilisation des universités, où un mouvement de grève démarre ce jour aussi bien chez les étudiant.e.s que chez les personnels, à l'appel notamment de la première Coordination nationale des facs et labos en lutte (qui a réuni 750 personnes le week-end dernier à Saint-Denis)
- à participer aux mobilisations du dimanche 8 mars, journée internationale des luttes des femmes, qui seraient les plus touchées par la réforme des retraites ;
- à maintenir le niveau de mobilisation et à faire monter la pression afin de pouvoir envisager une manifestation à Paris avec montée nationale à une date rapprochée pour renforcer et rythmer le mouvement, notamment en appelant les intersyndicales nationales à y contribuer ;

Toutes ces échéances doivent créer les conditions, si le gouvernement ne cède pas, pour envisager et réussir une véritable « semaine noire », une semaine entière de grève, à partir du lundi 16 mars, après le retour de vacances de toutes les zones.

DÉCISIONS DE LA COORDINATION NATIONALE DE L'ÉDUCATION

E3C du Bac Blanquer :

La coordination nationale de l'Éducation appelle, en cas de passation des E3C, à refuser la dématérialisation des copies et à donner du temps aux mobilisations en cours en ne corrigeant aucune copie au moins d'ici les vacances de toutes les zones, le samedi 22 février.

Nous proposons ce mardi 11 février après-midi une réunion de travail organisée par l'AG Éducation IDF (et élargie nationalement via Skype et téléphone) concernant la suite du mouvement contre le Bac Blanquer, notamment sur les corrections des E3C.

Répression :

La coordination nationale de l'Éducation appelle :

- à protéger les lycéen.ne.s en sortant devant les établissements dès qu'ils et elles se mobilisent, au besoin en débrayant, afin de permettre une présence adulte et empêcher les violences policières.
- à manifester sa solidarité avec les lycéen.ne.s, personnels et militant.e.s interpellé.e.s, en se rendant devant les commissariats et en effectuant toutes les démarches nécessaires

Une nouvelle réunion de coordination nationale de l'Éducation 1er et 2nd degrés se tiendra samedi 15 février à partir de 10h à la Bourse du Travail de Paris (salle Pelloutier).

Compte Twitter de la Coordination nationale : <https://twitter.com/STOPreformes/>
Facebook de la Chaîne des Bahuts et Écoles : <https://www.facebook.com/Inter-collectifs-La-Chaîne-des-Bahuts-194521998140665/>
Groupe Facebook de discussion : <https://www.facebook.com/groups/422548111511799>
Compte Twitter Stop Bac Blanquer – Stop E3C : <https://twitter.com/ReformeE3C>
Compte Facebook Stop Bac Blanquer – Stop E3C : www.facebook.com/stopbacblanquerstopE3C
Formulaire national des résistances aux E3C : <https://frama.link/formulaire-resistances-e3c>
Carte nationale des résistances aux E3C : <https://frama.link/carte-resistances-e3c>
Formulaire national des répressions : <https://frama.link/formulaire-repressions-e3c>
Carte nationale des répressions : <https://frama.link/carte-repressions-e3c>
Liste de discussion de la Coordination nationale : intercollectifs_onyva@framalistes.org
Caisse de lutte et de grève : <http://www.lepotsolidaire.fr/pot/xo7rsjoh>
Facebook Touche Pas Ma Zep : <https://www.facebook.com/touchepasmazep/>